



COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE  
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

SERVICE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

ARRÊTÉ N°2026ARRT070

**OBJET : SECURITE PLAGE POSTE DE SECOURS 2026**

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,**

**Vu** la loi du 05 avril 1884,

**Vu** l'article L.2212-1 et suivant le Code Général des Collectivités Territoriales des pouvoirs du Maire en matière de Police,

**Vu** l'article 32 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relatif à l'aménagement, la protection, la mise en valeur du littoral,

**Vu** le décret n° 2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation, utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement « au public », aménagées et autorisées,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 mai 1980 service maritime et de Navigation du Languedoc Roussillon réglementant la circulation des véhicules de toutes sortes sur le rivage de la mer du département de l'Hérault, et les arrêtés successifs, pris par la Préfecture Maritime de la Méditerranée,

**Considérant** la nécessité de la mise en place de poste de secours afin d'assurer la sécurité des baigneurs sur les zones de baignade surveillées,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 :**

Deux postes de secours sont implantés sur le rivage de la mer, l'un près du Centre aéré de la plage du Pilou, et l'autre près du parking plage côté Prévost, et desservis depuis les pistes d'accès aménagées en direction de la passerelle flottante ou du parking Prévost.

### **ARTICLE 2 :**

Des maîtres nageurs-sauveteurs diplômés assurent le fonctionnement des dits postes les week-ends du 6 et 7 juin, 13 et 14 juin, 20 et 21 juin, puis tous les jours à partir du 27 juin et ce, jusqu'au 30 août inclus, puis les week-end du 5 et 6 septembre et 12 et 13, septembre 2026 suivants les horaires ci-après :

**11h00 – 18h30**

### **ARTICLE 3 :**

Les zones de plage surveillées sur le territoire de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE s'étendent sur 300 mètres à l'EST et à l'OUEST de part et d'autre du poste de secours du Pilou, et 200 mètres à l'EST (limite de commune avec PALAVAS-LES-FLOTS) et 300 mètres à l'OUEST du poste de secours du Prévost.

### **ARTICLE 4 :**

La signalisation d'avertissement est établie comme suit sur le mât situé à côté du Poste de secours :

### **PAVILLON VERT RECTANGULAIRE**

Baignade surveillée sans danger apparent

### **PAVILLON JAUNE RECTANGULAIRE**

Baignade surveillée avec danger limité ou marqué



## PAVILLON ROUGE RECTANGULAIRE

Baignade interdite

## MANCHE A AIR ORANGE

Danger vent de terre très fort

### ARTICLE 5 :

En dehors de la zone de surveillance et de l'absence des pavillons de signalisation, le public se baigne à ses risques et péril.

Il est interdit de se baigner lorsqu'au mât des signaux, est hissée le pavillon rouge indiquant l'interdiction.

Il est interdit de dépasser la ligne des flotteurs délimitant la zone des 300 mètres, à ne pas franchir.

Ces mêmes dispositions s'appliquent aux activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage. En outre, les baigneurs et conducteurs d'engin sont tenus de se conformer immédiatement aux injonctions qui leur sont faites par les représentants de la force publique.

### ARTICLE 6 :

La pratique des disciplines suivantes : planche nautique tractée, Kitesurf ou Flysurf est interdite dans les zones de baignade (zone des 300 mètres).

### ARTICLE 7 :

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

### ARTICLE 8 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux qui sont transmis aux tribunaux compétents.

### ARTICLE 9 :

Les représentants du Préfet Maritime, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Publié le **18 MARS 2026**

Pour extrait conforme  
En Mairie le 5 mars 2026



Le Maire  
Véronique NEGRET

*Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*